

JOURNAL OFFICIEL

La présente édition
ne contient pas
les publications
contenant des données
personnelles protégées.
Dès lors, seule
la version officielle
sur papier fait foi.

JAA CH - 2900 Porrentruy - Poste CH SA – 46^e année – N° 21 – Jeudi 6 juin 2024

Impressum – Le « Journal officiel de la République et Canton du Jura » paraît chaque semaine, le jeudi. Terme de la remise des publications: le lundi à 12h. Ce délai peut être avancé si la date de parution est jour férié. Abonnement: 70 francs par an. Vente au numéro: Fr. 1.80. Rédacteur: Chancellerie d'Etat de la République et Canton du Jura, Rue de l'Hôpital 2, 2800 Delémont. Editeur: Centre d'impression Le Pays SA, Allée des Soupirs 2, Case postale 1116, 2900 Porrentruy, tél. 032 465 89 39, fax 032 466 51 04. Compte

de chèques postaux 15-336644-4. Tarif des insertions: Fr. 1.55 le mm, sur deux colonnes à la page (une colonne: 85 mm de large). Une publication ne peut être retirée que par une personne compétente; si la composition est terminée, elle est facturée. Les ordres de retrait ne peuvent être donnés que jusqu'au mardi, à 8h30. **Adresse postale pour l'envoi des publications:** Journal officiel de la République et Canton du Jura, c/o Centre d'impression Le Pays, CP 1116, 2900 Porrentruy 1. **Courriel:** journalofficiel@lepays.ch

Publications des autorités cantonales

République et Canton du Jura

Ordre du jour de la session du Parlement mercredi 19 juin 2024, à 8h30, à l'Hôtel du Parlement à Delémont

1. Communications
2. Election d'un-e membre de la commission de gestion et des finances
3. Election d'un-e remplaçant-e de la commission de l'économie
4. Promesses solennelles des nouveaux membres des autorités judiciaires
5. Questions orales
6. Election d'un-e juge permanent-e au Tribunal de première instance
7. Election d'un-e juge suppléant-e au Tribunal cantonal
8. Election de deux juges suppléant-e-s au Tribunal de première instance

Délégation aux affaires jurassiennes

9. Modification de la Constitution de la République et Canton du Jura (création du district de Moutier) (première lecture)
10. Interpellation N° 1020
Arrivée de Moutier: quelles conséquences?
Yves Gigon (UDC)

Département des finances

11. Arrêté approuvant les comptes de la République et Canton du Jura pour l'exercice 2023
12. Rapport 2023 du Contrôle des finances
13. Interpellation N° 1021
La fin du bleu! Stéphane Theurillat (Le Centre)
14. Question écrite N° 3616
Contribution salariale au Plan équilibre pas neutre sur les cotisations à la Caisse de pensions.
Rémy Meury (CS-POP)

Département de l'économie et de la santé

15. Question écrite N° 3614
Projet de nouvel hôpital, suite de l'opération?
Katia Lehmann (PS)

Département de la formation, de la culture et des sports

16. Interpellation N° 1019
Quel avenir pour la formation postobligatoire à Moutier? Raphaël Ciochi (PS)

Département de l'environnement

17. Arrêté portant ratification de compléments au plan directeur cantonal (fiche A.01 «Accueil de Moutier»)
18. Motion N° 1491
Prochain arrêt, patinoire! Gauthier Corbat (Le Centre)
19. Question écrite N° 3610
Les Chambres fédérales révisent la loi sur l'aménagement des cours d'eau, quelles conséquences pour la RCJU? Sonia Burri-Schmassmann (VERTE-S)
20. Question écrite N° 3615
Arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) relatif à la plainte déposée par les Aînés pour le climat envers la Suisse – Quelles sont les conséquences pour la RCJU?
Sonia Burri-Schmassmann (VERTE-S)

Département de l'intérieur

21. Question écrite N° 3611
APEA, politique de suivi des curatelles?
Sophie Guenot (PCSI)
22. Question écrite N° 3612
Politique interjurassienne de la jeunesse: où en est-on? Magali Rohner (VERTE-S)
23. Question écrite N° 3613
Sécurité des élus fédéraux.
Serge Beuret (Le Centre)

Delémont, le 31 mai 2024

Au nom du Parlement
La présidente: Pauline Godat
Le secrétaire général: Fabien Kohler

Dernier délai pour la remise des publications:
jusqu'au lundi 12 heures

République et Canton du Jura

Procès-verbal N° 71 de la séance du Parlement du mercredi 29 mai 2024

Lieu: Hôtel du Parlement à Delémont

Présidence: Pauline Godat (VERTE-S), présidente

Scrutateurs: Jacques-André Aubry (Le Centre), Gaëlle Frossard (PS), Ivan Godat (VERTE-S) et Blaise Schüll (PCSI)

Secrétariat: Fabien Kohler, secrétaire général du Parlement

Excusés: Géraldine Beuchat (PCSI), Serge Beuret (Le Centre), Gauthier Corbat (Le Centre), Loïc Dobler (PS), Vincent Eschmann (Le Centre), Lionel Maitre (Le Centre) et Didier Spies (UDC)

Suppléants: Suzanne Maitre-Schindelholz (PCSI), Jean-François Pape (Le Centre), Gérard Bonvallat (Le Centre), Valérie Bourquin (PS), Madeleine Juillard Schaller (Le Centre), Stéphane Rüegg (Le Centre) et Francine Stettler (UDC)

La séance est ouverte à 8 h 30 en présence de 60 députés et de l'observateur de Moutier.

1. Communications

2. Promesse solennelle d'un-e suppléant-e

Madeleine Juillard Schaller (Le Centre) fait la promesse solennelle.

3. Election d'un-e remplaçant-e de la commission des affaires extérieures et de la formation

Madeleine Juillard Schaller (Le Centre) est élue tacitement remplaçante de la commission des affaires extérieures et de la formation.

4. Election d'un membre, éventuellement d'un-e remplaçant-e, de la commission spéciale mixte pour l'accueil de la commune municipale de Moutier

Gérard Bonvallat (Le Centre) est élu tacitement membre de la commission spéciale mixte pour l'accueil de la commune municipale de Moutier.

Stéphane Rüegg (Le Centre) est élu tacitement remplaçant de la commission spéciale mixte pour l'accueil de la commune municipale de Moutier.

5. Promesse solennelle d'un juge assesseur au Tribunal des mineurs

M. André Comte fait la promesse solennelle.

6. Questions orales

- Blaise Schüll (PCSI): Prison de Porrentruy, des conditions jugées inhumaines et dégradantes (satisfait)
- Romain Schaer (UDC): Trois experts financiers, quelle mission? (non satisfait)
- Olivier Goffinet (Le Centre): Situation au CMPEA dès le 1^{er} juin (non satisfait)
- Jelica Aubry-Janketic (PS): Prise en charge des enfants à besoins particuliers (non satisfaite)
- Philippe Bassin (VERTE-S): Collaboration inter-cantonale étudiée pour les prisons? (satisfait)
- Alain Beuret (PVL): Gestion de crise au CMPEA (non satisfait)
- Alain Schweingruber (PLR): Restructuration de l'Etat et motion N° 435 (satisfait)
- Yves Gigon (UDC): Chauves-souris intouchables au Banné à Porrentruy (partiellement satisfait)
- Stéphane Theurillat (Le Centre): Audit de la Fondation pour l'Aide et de Soins à domicile (partiellement satisfait)

- Nicolas Maître (PS): Communication du Service de l'enseignement aux directions d'école concernant la manifestation d'Autisme Jura (non satisfait)
- Ivan Godat (VERTE-S): Filière ES en tourisme durable à Saignelégier (satisfait)
- Vincent Hennin (PCSI): Tournoi cantonal de football scolaire (satisfait)
- Alain Koller (UDC): Poussières de mâchefers à Boécourt (satisfait)
- Mathieu Cerf (Le Centre): Estimation du bénéfice prévisionnel imposable des entreprises (satisfait)

7. Election de deux juges suppléant-e-s au Tribunal cantonal

Résultat du scrutin:

- Bulletins délivrés:	60
- Bulletins rentrés:	60
- Bulletins blancs:	5
- Bulletins nuls:	1
- Bulletins valables:	54
- Majorité absolue:	28

M. Manuel Chenal est élu par 43 voix et M^{me} Marie Jenny est élue par 32 voix; M^{me} Alice Sandoz obtient 25 voix, M^{me} Maëlle Barzé obtient 3 voix.

8. Election d'un-e juge suppléant-e au Tribunal de première instance

Résultat du scrutin:

- Bulletins délivrés:	60
- Bulletins rentrés:	60
- Bulletins blancs:	6
- Bulletins nuls:	2
- Bulletins valables:	52
- Majorité absolue:	27

M. Luca Melcarne est élu par 27 voix; M^{me} Laure-Anne Hermann Brand obtient 22 voix, M^{me} Maëlle Barzé obtient 3 voix.

Présidence du Gouvernement

9. Motion N° 1490

Agir pour Bellelay en concertation avec le canton de Berne. Pierre-André Comte (PS)

Développement par l'auteur.

Le Gouvernement propose de rejeter la motion.

Au vote, la motion N° 1490 est acceptée par 27 voix contre 20

10. Motion N° 1492

Sale, c'est pas proprement français. Raoul Jaeggi (PVL)

L'auteur retire la motion N° 1492 par Quentin Haas (PCSI).

11. Interpellation N° 1018

Menaces sur la presse. Pierre-André Comte (PS)

Développement par l'auteur.

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.

12. Question écrite N° 3602

Svizra27 – En a-t-on les moyens? Jelica Aubry-Janketic (PS)

L'auteure est satisfaite de la réponse du Gouvernement.

Département de l'économie et de la santé

13. Postulat N° 464

Autorisons l'âne pour protéger les troupeaux ovins et caprins. Francine Stettler (UDC)

Développement par l'auteure.

Le Gouvernement propose de rejeter le postulat.

Au vote, le postulat N° 464 est accepté par 41 voix contre 18.

14. Postulat N° 465

Domiciliation d'entreprises et espaces de travail partagés: montons à bord! Alain Beuret (PVL)

Développement par l'auteur.

Le Gouvernement propose de rejeter le postulat.

Au vote, le postulat N° 465 est accepté par 30 voix contre 27.

15. Question écrite N° 3591

Mais pourquoi les CFF louent nos gares à Coca-Cola? Baptiste Laville (VERT-E-S)

L'auteur n'est pas satisfait de la réponse du Gouvernement et justifie sa position.

16. Question écrite N° 3597

Effets Indésirables: point de situation dans le Jura? Sophie Guenot (PCSI)

L'auteure est partiellement satisfaite de la réponse du Gouvernement.

17. Question écrite N° 3599

Défis technologiques, démographiques et environnementaux: quelle politique de l'emploi dans le canton du Jura? Lisa Raval (PS)

L'auteure est partiellement satisfaite de la réponse du Gouvernement.

18. Question écrite N° 3607

Prise en charge des personnes handicapées en cas d'accident, des précisions. Yann Rufer (PLR)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.

Département de la formation, de la culture et des sports

19. Interpellation N° 1019

Quel avenir pour la formation postobligatoire à Moutier? Raphaël Cioocchi (PS)

Développement par l'auteur.

La réponse du Gouvernement sera donnée lors de la prochaine séance.

20. Question écrite N° 3593

Le Service de l'enseignement doit-il faire du travail social? Katia Lehmann (PS)

L'auteure n'est pas satisfaite de la réponse du Gouvernement.

21. Question écrite N° 3609

Pensum horaire au secondaire 2: rumeurs ou réflexion? Christophe Schaffter (CS-POP)

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

Département de l'environnement

22. Motion N° 1487

Collecte de plastique: du déchet au recyclage! Philippe Bassin (VERT-E-S)

Développement par l'auteur.

Le Gouvernement propose d'accepter la motion sous forme de postulat, ce que le motionnaire accepte.

Au vote, le postulat N° 1487a est accepté par 40 voix contre 11.

23. Motion N° 1489

Plus-value à taxer, et vite! François Monin (Le Centre)

Le Gouvernement propose d'accepter la motion.

Au vote, la motion N° 1489 est acceptée par 55 députés.

24. Motion N° 1491

Prochain arrêt, patinoire! Gauthier Corbat (Le Centre)

Motion d'ordre:

Le groupe Le Centre demande le report du traitement de la motion N° 1491.

Au vote, à une majorité évidente, la motion d'ordre est acceptée.

25. Question écrite N° 3594

91 % des arrêts de transports publics jurassiens pas adaptés aux personnes à mobilité réduite, quid? Leïla Hanini (PS)

L'auteure est satisfaite de la réponse du Gouvernement.

26. Question écrite N° 3596

Détection de phtalates interdits: quelle suite le Gouvernement va-t-il donner? Jude Schindelholz (PS)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement et justifie sa position par Nicolas Girard (PS).

27. Question écrite N° 3603

Assainissement énergétique des bâtiments: les mesures déployées sont-elles suffisantes pour atteindre les objectifs? Ivan Godat (VERT-E-S)

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

28. Question écrite N° 3605

Une ordonnance sur la chasse et la protection de la faune sauvage adaptée au changement climatique et à l'expansion d'espèces animales exotiques invasives. Philippe Bassin (VERT-E-S)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement et justifie sa position.

29. Question écrite N° 3606

Franchir les barrières financières pour un passage sous-voies vital à Glovelier. Géraldine Beuchat (PCSI)

L'auteure est satisfaite de la réponse du Gouvernement.

30. Question écrite N° 3608

Est-ce que tirer la prise aux foyers défavorisés est une fin en soi? Patrick Cerf (PS)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.

Département de l'intérieur

31. Motion N° 1488

Réduire la charge à temps. François Monin (Le Centre)

Développement par l'auteur.

Le Gouvernement propose de rejeter la motion.

Le groupe PLR propose d'accepter la motion sous forme de postulat, ce que le motionnaire accepte.

Au vote, le postulat N° 1488a est accepté par 56 députés.

32. Question écrite N° 3598

Niveau des fraudes aux assurances sociales dans le Jura. Rémy Meury (CS-POP)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement et justifie sa position.

33. Question écrite N° 3600

Augmentation des primes LAMal pour les personnes frontalières: quel impact pour le Canton du Jura?
Lisa Raval (PS)

L'auteure est satisfaite de la réponse du Gouvernement.

34. Question écrite N° 3601

Nouvelles dispositions du Code de procédure pénale: y a-t-il le feu au lac?
Alain Schweingruber (PLR)

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

Département des finances**35. Question écrite N° 3592**

Pouvoir d'achat lors de retraits des 2^e et 3^e piliers.
Gabriel Voirol (PLR)

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

36. Question écrite N° 3595

L'Etat jurassien est-il vraiment un employeur attractif? Rémy Meury (CS-POP)

L'auteur n'est pas satisfait de la réponse du Gouvernement et justifie sa position.

37. Question écrite N° 3604

Gestion des équipes au sein de l'administration cantonale: une priorité? Loïc Dobler (PS)

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

Le procès-verbal N° 70 est accepté tacitement.

La séance est levée à 12 h 40.

Delémont, le 31 mai 2024

Au nom du Parlement
La présidente: Pauline Godat
Le secrétaire général: Fabien Kohler

République et Canton du Jura

Arrêté

portant approbation de la convention tarifaire conclue entre la Clinique Le Noirmont et CSS Assurance-maladie SA concernant la rémunération de la réadaptation stationnaire des patients nécessitant une hospitalisation selon la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 46 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)¹⁾,

vu l'article 14 de la loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)²⁾,

vu l'article 14 de la loi fédérale du 20 décembre 1985 concernant la surveillance des prix (LSPr)³⁾,

vu la recommandation de la Surveillance des prix du 19 février 2024,

arrête:

Article premier La convention tarifaire conclue entre la Clinique Le Noirmont et CSS Assurance-maladie SA concernant la rémunération de la réadaptation stationnaire des patients nécessitant une hospitalisation selon la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024, est approuvée.

Art. 2 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif fédéral dans les trente jours dès sa communication (art. 50 PA). Le mémoire de recours indique les conclusions, motifs et moyens de preuve et porte la signature du recourant ou de son mandataire. Celui-ci y joint l'expédition de la décision attaquée et les pièces invoquées comme moyens de preuve, lorsqu'elles se trouvent en ses mains. Le non-respect de ces dispo-

sitions peut entraîner notamment l'irrecevabilité du recours (art. 52 PA).

Art. 3 Le présent arrêté prend effet le 1^{er} janvier 2024.

Delémont, le 21 mai 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

1) RS 832.10
2) RSJU 832.10
3) RS 942.20

République et Canton du Jura

Arrêté

portant approbation de la convention tarifaire conclue entre la Clinique Le Noirmont et la communauté d'achat HSK SA concernant la rémunération de la réadaptation stationnaire des patients nécessitant une hospitalisation selon la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 46 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)¹⁾,

vu l'article 14 de la loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)²⁾,

vu l'article 14 de la loi fédérale du 20 décembre 1985 concernant la surveillance des prix (LSPr)³⁾,

vu la recommandation de la Surveillance des prix du 29 février 2024,

arrête:

Article premier La convention tarifaire conclue entre la Clinique Le Noirmont et la communauté d'achat HSK SA concernant la rémunération de la réadaptation stationnaire des patients nécessitant une hospitalisation selon la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024, est approuvée.

Art. 2 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif fédéral dans les trente jours dès sa communication (art. 50 PA). Le mémoire de recours indique les conclusions, motifs et moyens de preuve et porte la signature du recourant ou de son mandataire. Celui-ci y joint l'expédition de la décision attaquée et les pièces invoquées comme moyens de preuve, lorsqu'elles se trouvent en ses mains. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner notamment l'irrecevabilité du recours (art. 52 PA).

Art. 3 Le présent arrêté prend effet le 1^{er} janvier 2024.

Delémont, le 21 mai 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

1) RS 832.10
2) RSJU 832.10
3) RS 942.20

République et Canton du Jura

Arrêté

portant approbation de la convention tarifaire conclue entre la Clinique Le Noirmont et tarifsuisse sa concernant la rémunération des prestations en fonction de ST Reha pour les traitements de réadaptation stationnaire conformément à la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 46 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)¹⁾,

vu l'article 14 de la loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)²⁾,

vu l'article 14 de la loi fédérale du 20 décembre 1985 concernant la surveillance des prix (LSPr)³⁾,

vu la recommandation de la Surveillance des prix du 29 février 2024,

arrête:

Article premier La convention tarifaire conclue entre la Clinique Le Noirmont et tarifsuisse sa concernant la rémunération des prestations en fonction de ST Reha pour les traitements de réadaptation stationnaire conformément à la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024, est approuvée.

Art. 2 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif fédéral dans les trente jours dès sa communication (art. 50 PA). Le mémoire de recours indique les conclusions, motifs et moyens de preuve et porte la signature du recourant ou de son mandataire. Celui-ci y joint l'expédition de la décision attaquée et les pièces invoquées comme moyens de preuve, lorsqu'elles se trouvent en ses mains. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner notamment l'irrecevabilité du recours (art. 52 PA).

Art. 3 Le présent arrêté prend effet le 1^{er} janvier 2024.

Delémont, le 21 mai 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

1) RS 832.10
2) RSJU 832.10
3) RS 942.20

République et Canton du Jura

Arrêté

portant approbation de la convention tarifaire conclue entre l'Hôpital du Jura et la communauté d'achat HSK SA relative à la rémunération du traitement stationnaire aigu (SwissDRG) des patients nécessitant une hospitalisation selon la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 46 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)¹⁾,

vu l'article 14 de la loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)²⁾,

vu l'article 14 de la loi fédérale du 20 décembre 1985 concernant la surveillance des prix (LSPr)³⁾,

vu la recommandation du Surveillant des prix du 15 mars 2024, selon laquelle un baserate SwissDRG de 9280 francs au maximum (100 %, y compris les coûts d'utilisation des immobilisations) doit être approuvé ou fixé à partir de l'année tarifaire 2024,

vu l'accord entre les partenaires tarifaires sur un prix de base SwissDRG de 9900 francs, pour une durée d'au moins deux ans,

vu que le tarif convenu par les partenaires tarifaires tient compte du renchérissement du tarif pendant les deux ans conventionnés (ad minima), permettant ainsi de garantir la pérennité et la qualité des soins,

vu que le tarif négocié satisfait le critère d'économicité selon les articles 32, alinéa 1, 43, alinéa 6, 46, alinéa 4 et 49, alinéa 1, 5^e phrase, LAMal,

vu qu'il est préférable de donner la primauté aux négociations tarifaires,

arrête:

Article premier La convention tarifaire conclue entre l'Hôpital du Jura et la communauté d'achat HSK SA relative à la rémunération du traitement stationnaire aigu (SwissDRG) des patients nécessitant une hospitalisation selon la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024, est approuvée.

Art. 2 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif fédéral (art. 53 LAMal). Le recours doit être déposé dans les trente jours dès la communication du présent arrêté, conformément à l'article 50 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA)⁴⁾. Le mémoire de recours indique les conclusions, motifs et moyens de preuve et porte la signature du recourant ou de son mandataire. Celui-ci y joint l'expédition de la décision attaquée et les pièces invoquées comme moyens de preuve, lorsqu'elles se trouvent en ses mains. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner notamment l'irrecevabilité du recours (art. 52 PA).

Art. 3 Le présent arrêté prend effet le 1^{er} janvier 2024.

Delémont, le 21 mai 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

1) RS 832.10
2) RSJU 832.10
3) RS 942.20
4) RS 172.021

République et Canton du Jura

Arrêté

portant approbation de la convention tarifaire conclue entre l'Hôpital du Jura et la communauté d'achat HSK SA concernant la rémunération de la réadaptation stationnaire des patients nécessitant une hospitalisation selon la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 46 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)¹⁾,

vu l'article 14 de la loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)²⁾,

vu l'article 14 de la loi fédérale du 20 décembre 1985 concernant la surveillance des prix (LSPr)³⁾,

vu la recommandation du Surveillant des prix du 19 février 2024 selon laquelle le prix de base ST Reha (100 %) de 677 francs au maximum doit être approuvé ou fixé à partir de l'année 2024,

vu l'accord entre les partenaires tarifaires sur un prix de base ST Reha de 700 francs pour une durée de trois ans au moins,

vu que le tarif convenu par les partenaires tarifaires tient compte du renchérissement du tarif pendant les trois ans conventionnés (ad minima), permettant ainsi de garantir la pérennité et la qualité des soins,

vu que le tarif négocié satisfait le critère d'économicité selon les articles 32, alinéa 1, 43, alinéa 6, 46, alinéa 4 et 49, alinéa 1, 5^e phrase, LAMal,

vu qu'il est préférable de donner la primauté aux négociations tarifaires,

arrête:

Article premier La convention tarifaire conclue entre l'Hôpital du Jura et la communauté d'achat HSK SA concernant la rémunération de la réadaptation stationnaire des patients nécessitant une hospitalisation selon la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024, est approuvée.

Art. 2 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif fédéral (art. 53 LAMal). Le recours doit être déposé dans les trente jours dès la communication du présent arrêté, conformément à l'article 50 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA)⁴). Le mémoire de recours indique les conclusions, motifs et moyens de preuve et porte la signature du recourant ou de son mandataire. Celui-ci y joint l'expédition de la décision attaquée et les pièces invoquées comme moyens de preuve, lorsqu'elles se trouvent en ses mains. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner notamment l'irrecevabilité du recours (art. 52 PA).

Art. 3 Le présent arrêté prend effet le 1^{er} janvier 2024.

Delémont, le 21 mai 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

- 1) RS 832.10
2) RSJU 832.10
3) RS 942.20
4) RS 172.021

République et Canton du Jura

Arrêté

portant approbation de la convention tarifaire conclue entre l'Hôpital du Jura et la communauté d'achat HSK SA concernant la rémunération du traitement psychiatrique stationnaire (Tarpsy) de patients dont l'hospitalisation est requise selon la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 46 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)¹,

vu l'article 14 de la loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)²,

vu l'article 14 de la loi fédérale du 20 décembre 1985 concernant la surveillance des prix (LSPr)³,

vu la recommandation du Surveillant des prix du 15 mars 2024 selon laquelle un prix de base de 628 francs au maximum (100%) doit être approuvé ou fixé à partir de l'année tarifaire 2024,

vu l'accord des partenaires tarifaires sur un prix de base de 670 francs pour une durée de deux ans au moins,

vu que le tarif convenu par les partenaires tarifaires tient compte du renchérissement du tarif pendant les deux ans conventionnés (ad minima), permettant ainsi de garantir la pérennité et la qualité des soins,

vu que le tarif négocié satisfait le critère d'économicité selon les articles 32, alinéa 1, 43, alinéa 6, 46, alinéa 4 et 49, alinéa 1, 5^e phrase, LAMal,

vu qu'il est préférable de donner la primauté aux négociations tarifaires,

arrête:

Article premier La convention tarifaire conclue entre l'Hôpital du Jura et la communauté d'achat HSK SA concernant la rémunération du traitement psychiatrique stationnaire (Tarpsy) de patients dont l'hospitalisation est

requis selon la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024, est approuvée.

Art. 2 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif fédéral (art. 53 LAMal). Le recours doit être déposé dans les trente jours dès la communication du présent arrêté, conformément à l'article 50 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA)⁴). Le mémoire de recours indique les conclusions, motifs et moyens de preuve et porte la signature du recourant ou de son mandataire. Celui-ci y joint l'expédition de la décision attaquée et les pièces invoquées comme moyens de preuve, lorsqu'elles se trouvent en ses mains. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner notamment l'irrecevabilité du recours (art. 52 PA).

Art. 3 Le présent arrêté prend effet le 1^{er} janvier 2024.

Delémont, le 21 mai 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

- 1) RS 832.10
2) RSJU 832.10
3) RS 942.20
4) RS 172.021

République et Canton du Jura

Arrêté

portant approbation de la convention tarifaire conclue entre l'Hôpital du Jura et la communauté d'achat HSK SA concernant le remboursement des prestations médicales ambulatoires en hôpital selon l'assurance obligatoire des soins conformément à la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 46 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)¹,

vu l'article 14 de la loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)²,

vu l'article 14 de la loi fédérale du 20 décembre 1985 concernant la surveillance des prix (LSPr)³,

vu la renonciation à formuler une recommandation de la Surveillance des prix du 22 mars 2024,

vu l'accord des partenaires tarifaires sur la valeur du point tarifaire (VPT) valable pour les prestations dans le cadre de la structure tarifaire TARMED, ainsi que pour une future structure tarifaire médicale ambulatoire une fois qu'elle sera introduite,

arrête:

Article premier La convention tarifaire entre l'Hôpital du Jura et la communauté d'achat HSK SA concernant le remboursement des prestations médicales ambulatoires en hôpital selon l'assurance obligatoire des soins conformément à la LAMal, valable à partir du 1^{er} janvier 2024, est approuvée.

Art. 2 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif fédéral (art. 53 LAMal). Le recours doit être déposé dans les trente jours dès la communication du présent arrêté, conformément à l'article 50 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA)⁴). Le mémoire de recours indique les conclusions, motifs et moyens de preuve et porte la signature du recourant ou de son mandataire. Celui-ci y joint l'expédition de la décision attaquée et les pièces invoquées comme moyens de preuve, lorsqu'elles se trouvent en

ses mains. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner notamment l'irrecevabilité du recours (art. 52 PA).

Art. 3 Le présent arrêté prend effet le 1^{er} janvier 2024.

Delémont, le 21 mai 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître.

- 1) RS 832.10
- 2) RSJU 832.10
- 3) RS 942.20
- 4) RS 172.021

Département de l'environnement

**Arrêté
portant nomination d'un nouveau membre
au sein de la commission de suivi et
d'information du projet de géothermie
profonde de Haute-Sorne**

Le Département de l'environnement,

vu la Convention du 15 juin 2015 entre la République et Canton du Jura, Geo-Energie Jura SA et la Commune mixte de Haute-Sorne, convention portant sur la planification, la réalisation et l'exploitation d'une installation-pilote de géothermie profonde pour la production d'électricité et de chaleur à Glovelier,

vu la Convention du 17 juin 2022 entre la République et Canton du Jura et Geo-Energie Suisse SA/Geo-Energie Jura SA (agissant conjointement et solidairement en qualité d'exploitant),

vu l'article 3 alinéa 6 de l'arrêté du Gouvernement de la République et Canton du Jura du 25 octobre 2022 relatif à la commission de suivi et d'information du projet de géothermie profonde de Haute-Sorne,

arrête:

Article premier Est nommé membre de la commission de suivi et d'information du projet de géothermie profonde de Haute-Sorne:

- M. Jacques Favre, conseiller communal de la commune de Boécourt, en remplacement de M^{me} Patrizia Monastra, ancienne conseillère communale de la commune de Boécourt.

Art. 2 La liste annexée, qui fait partie intégrante du présent arrêté, remplace la liste annexée à l'arrêté du Gouvernement de la République et Canton du Jura du 4 décembre 2023 portant sur la nomination de nouveaux membres au sein de la Commission de suivi et d'information du projet de géothermie profonde de Haute-Sorne.

Art. 3 ¹ Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

² Il est communiqué:

- à Monsieur le Professeur Pascal Mahon, Président de la Commission de Suivi et d'Information;
- aux entités définies à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la République et Canton du Jura du 25 octobre 2022 relatif à la commission de suivi et d'information du projet de géothermie profonde de Haute-Sorne;
- aux membres de la commission de suivi et d'information;
- au Service du développement territorial;
- à l'Office de l'environnement;
- au Journal officiel pour publication.

Dernier délai pour la remise des publications:
jusqu'au lundi 12 heures

Entités	Titulaires	Titulaires
Canton du Jura	Quentin Theiler Pierre Brulhart	Jean Fernex -
Geo-Energie Jura SA	Peter Meier Olivier Zingg	Fabien Christe Raymi Castilla
Conseil communal de Haute-Sorne	Eric Dobler Olivier Chèvre	
Conseil communal d e Boécourt	Jacques Favre	Nicolas Wiser
Conseil communal de Saulcy	Christophe Wermeille	Nicolas Hulmann
OFEN	Nicole Lupi	Regula Petersen
CCIJ	Pierre-Alain Berret	
FER-Arcju	Patrick Riat	Vincent Gigandet
AJPF	Marie-Hélène Brandon	
Pro Natura Jura	Vacant	
WWF Jura	Céline Barrelet	Marc Ribeaud
Association Citoyens responsables Jura	Vacant	
AgriJura	Marc Kury	
Association Géothermie Jura	Gérard Struchen	André Irminger
Représentants des citoyennes et citoyens de Haute-Sorne	Désignés par le Conseil général	Désignés par le Conseil général

Delémont, le 3 juin 2024.

Le ministre de l'environnement: David Eray.

République et Canton du Jura

**Extrait du procès-verbal
de la séance du Gouvernement
du 21 mai 2024**

Par arrêté, le Gouvernement a nommé membres de la commission déchets et sites pollués pour la fin de la période administrative 2021-2025:

- M^{me} Filomena Chevillat, représentante de l'AJC et conseillère communale/vice-maire de la commune de Montfaucon, en remplacement de M^{me} Sabine Lachat;
- M. Rolf Amstutz, représentant de l'AJC et conseiller communal de la commune de Courchavon, en remplacement de M. Jacques Vuillaume.

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Certifié conforme.

Le chancelier d'Etat: Jean-Baptiste Maître

Service de l'économie rurale

Cofinancement de deux projets d'investissement

**Publication au sens de l'article 97
de la loi fédérale sur l'agriculture (RS 910.1)**

Requérant: Thomas Huber,
Ferme de Miserez 126b, 2947 Charmoille
Feuillet: N° 905 du ban de La Baroche/Charmoille

Type de projet: Installation d'un système de stockage de l'énergie durable (batterie)

Requérant: Nicolas Meister,
Sous le Terreau 9, 2340 Le Noirmont
Feuillet: N° 1663 du ban du Noirmont

Type de projet: Installation d'un système de stockage de l'énergie durable (batterie)

La présente publication informe des aides publiques envisagées sous la forme de contributions cantonales et fédérales pour les deux projets décrits ci-dessus.

Courtemelon, le 29 mai 2024.

Le chef du Service de l'économie rurale: Jean-Paul Lachat.

Service de l'économie rurale

Le projet «Franches-Montagnes en manèges» se poursuivra en 2025

Le projet «FM en manèges», qui encourage les manèges suisses à utiliser des chevaux franches-montagnes, se poursuivra en 2025. Les prescriptions pour l'octroi des contributions cantonales peuvent être téléchargées sur le site internet www.jura.ch/ecr, rubrique «Production animale». Elles peuvent également être commandées au Service de l'économie rurale (tél. 032 420 78 33).

Courtemelon, juin 2024.

Le chef du Service de l'économie rurale: Jean-Paul Lachat.

Service des infrastructures

Restriction de circulation

Route cantonale N° 247

Commune de Alle

Vu les dispositions légales fédérales et cantonales, le Service des infrastructures informe les usagers que la route sous-mentionnée sera fermée temporairement à tout trafic, comme précisé ci-après:

Motif: **Fête de la Musique Jurassienne**

Tronçon: **Traversée de la rue de l'Eglise**

Durée: **Samedi 15 juin 2024,
de 14 h 00 à 19 h 00**

**Dimanche 16 juin 2024,
de 13 h 30 à 18 h 15**

Renseignements: M. Jean-Marie Gurba,
chef de région, tél. 032 420 60 05

Par avance, nous remercions la population et les usagers de leur compréhension pour ces perturbations du trafic. Nous les prions de bien vouloir se conformer strictement à la signalisation routière temporaire mise en place ainsi qu'aux indications du personnel de la manifestation, affecté à la sécurité du trafic.

Delémont, le 7 mai 2024.

Service des infrastructures

Le chef de service: Yves-Alain Fleury.

Publications des autorités communales et bourgeoises

Les Bois

Conseil général Les Bois
lundi 24 juin 2024, à 20h00, à la salle polyvalente
de la Fondation Gentit

Ordre du jour:

1. Appel.
2. Approbation de l'ordre du jour.
3. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 26 février 2024.
4. Communications.
5. Questions orales.
6. Discuter et approuver les comptes 2023.

Les Bois, le 3 juin 2024.

Conseil général.

Boncourt

Assemblée communale ordinaire
jeudi 20 juin 2024, à 20h00, à l'aula de l'école primaire
Complément à l'ordre du jour publié dans le Journal officiel
N° 19 du 24 mai 2024.

L'ordre du jour est modifié comme suit:

1. Approuver le procès-verbal de l'assemblée communale extraordinaire du 25 mars 2024.
2. Prendre connaissance et approuver les comptes communaux 2023, voter les dépassements budgétaires.
3. Prendre connaissance et approuver le règlement relatif aux redevances communales sur la consommation d'électricité de la commune mixte de Boncourt
4. **Fixer les montants des redevances communales sur la consommation d'électricité pour l'année 2025**
5. Informations diverses du conseil communal
6. Divers

Boncourt, le 3 juin 2024.

Conseil communal.

Châtillon

Assemblée communale
mardi 2 juillet 2024, à 20h00, à la salle communale

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Prendre connaissance et approuver les comptes communaux de l'exercice 2023 et voter les dépassements budgétaires.
3. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement relatif aux redevances communales sur la consommation d'électricité de la commune municipale de Châtillon.
4. Divers.

Le règlement mentionné au point 3 de l'ordre du jour est déposé 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale au secrétariat communal et sur le site internet de la commune où il peut être consulté. Les éventuelles oppositions, dûment motivées, seront adressées durant le dépôt public au secrétariat communal.

Le procès-verbal de la dernière assemblée communale peut être consulté au Secrétariat communal et sur le site internet de la commune.

Châtillon, le 3 juin 2024.

Conseil communal.

Clos du Doubs

Approbation de la mensuration officielle

La section du cadastre et de la géoinformation du Service du développement territorial a approuvé, par décision du 2 mai 2024, la mensuration officielle de Clos du Doubs.

Ces données peuvent être consultées sur le géoportail cantonal ou auprès de l'Administration communale.

Saint-Ursanne, le 27 mai 2024.

Conseil communal.

Clos du Doubs

Assemblée communale
jeudi 27 juin 2024, 20h00, au centre visiteurs
Mont Terri à Saint-Ursanne

Ordre du jour:

1. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée communale du 27 mars 2024.
2. Prendre connaissance et approuver les comptes 2023.
3. Prendre connaissance et approuver le règlement relatif aux redevances communales sur la consommation d'électricité.
4. Prendre connaissance et approuver le projet d'assainissement des infrastructures communales du quartier du Chemin des Vignes, à Saint-Ursanne. Voter le crédit de Fr. 270 000.– nécessaires aux travaux et donner compétence au conseil communal pour se procurer le financement et contracter cas échéant l'emprunt.
5. Divers.

Le règlement mentionné au point 3 est déposé publiquement 20 jours avant et 20 jours après l'Assemblée au secrétariat communal, où il peut être consulté. Les oppositions éventuelles, dûment motivées, seront adressées au secrétariat communal, par courrier postal, durant le dépôt public. Ce règlement est disponible également sur le site Internet communal. Les comptes 2023 seront disponibles sur le site internet ou auprès de l'administration communale dès le 15 juin 2024.

Le procès-verbal de la dernière Assemblée est déposé publiquement au secrétariat communal, où il peut être consulté, ainsi que sur le site Internet communal. Les demandes de compléments ou de modifications du procès-verbal pourront être formulées lors de l'Assemblée.

Saint-Ursanne, le 28 mai 2024.

Conseil communal.

Ederswiler

Ordentlichen Gemeindeversammlung
der gemischten Gemeinde
Montag, 1. Juli 2024, 19:30h, im Mehrzweckgebäude

Traktanden:

1. Genehmigung des Protokolls vom 18. Dezember 2023 (Beilage).
2. Kenntnisnahme und Verabschiedung des Entwurfs der revidierten Ortsplanung (PAL), bestehend aus dem Zonenplan, dem kommunalen Baureglement und dem Naturgefahrenplan.
3. Beratung und Beschlussfassung der Rechnung 2023.
4. Information über den genehmigten Bruttokredit vom 18. Dezember 2023 für den Umbau der öffentlichen Strassenbeleuchtung auf LED.
5. Verschiedenes.

Die Unterlagen zu Traktandum 2 liegen 20 Tage vor und 20 Tage nach der Versammlung, und zu Traktandum 3, 7 Tage vor und 7 Tage nach der Versammlung während

den üblichen Öffnungszeiten zur Einsichtnahme in der Gemeindeverwaltung auf.

Ederswiler, 29. Mai 2024.

Der Gemeinderat.

Haute-Ajoie

Assemblée communale ordinaire

jeudi 27 juin 2024 à 20h00, à la halle de gymnastique à Chevenez

Ordre du jour:

1. Approuver le procès-verbal de l'Assemblée communale du 14 décembre 2023.
2. Informations – Communications.
3. Prendre connaissance et approuver les comptes 2023, voter les dépassements budgétaires.
4. Discuter et voter le nouveau Règlement relatif aux redevances communales sur la consommation d'électricité.
5. Abroger les anciens règlements des anciennes communes:
 - a) Règlement de la commune de Chevenez relatif aux subsides versés aux élèves fréquentant les écoles libres de la République et Canton du Jura (1994).
 - b) Règlement de service pour le personnel de l'administration communale de Chevenez (1967).
 - c) Règlement et échelle de traitements des autorités, fonctionnaires et employés permanents de la commune de Chevenez (1967).
 - d) Règlement de la commune de Damvant relatif à l'octroi de bourses aux apprentis et aux étudiants (1972).
 - e) Règlement de la commune de Damvant relatif au service dentaire scolaire (1974).
 - f) Conditions d'affermage des terrains communaux appartenant à la commune de Damvant (1987).
 - g) Règlement de la commune de Roche-d'Or relatif aux contributions aux frais de traitement dans le cadre du service dentaire scolaire (1962).
6. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal en faveur de Madame Zoé Rérat, née le 27.2.2010, fille de Madame Zéline Rérat déjà originaire de Haute-Ajoie, domiciliées à Lausanne.
7. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal en faveur de Madame Nair do Espirito Santo Francisco, née le 4.2.2001, domiciliée à Chevenez, originaire du Portugal.
8. Divers

Les règlements mentionnés sous points 4 et 5 de l'ordre du jour sont déposés publiquement à l'administration durant les délais légaux de 20 jours avant et 20 jours après l'Assemblée communale. Les éventuelles oppositions seront adressées durant le dépôt public dûment motivées et par écrit au secrétariat communal.

Ces documents sont également disponibles sur le site Internet de la commune www.hauteajoie.ch.

Les comptes 2023 indiqués sous point 3 seront à disposition de la population au Bureau communal, L'Abbaye 114 à Chevenez et sur notre site Internet.

Chevenez le 3 juin 2024.

Conseil communal.

Haute-Sorne

Assemblée de la bourgeoisie de Courfaivre

jeudi 20 juin 2024, à 20h00, au Centre Rencontres, salle «Mime», Route de Soulce 36, à Courfaivre

Ordre du jour:

1. Salutations et souhaits de bienvenue.
2. Désignation du président de l'assemblée et de deux scrutateurs.
3. Procès-verbal de l'assemblée bourgeoise du 10 mai 2023.
4. Discuter et préavisier un crédit de CHF 500 000.– destiné à l'acquisition d'un tracteur forestier pour le triage Rangiers-Sorne, sous réserve de prélèvement dans les fonds forestiers, montant à la charge de la commune bourgeoise de Courfaivre de CHF 51 100.– et donner compétence au Conseil communal pour se procurer les fonds nécessaires.
5. Décision de principe quant à la volonté de se séparer du triage forestier Rangiers-Sorne.
6. Information sur les comptes 2023.
7. Information sur les projets de règlement bourgeois et de location des terres bourgeoises.
8. Divers et imprévu.

Remarque: Le procès-verbal de l'assemblée bourgeoise du 10 mai 2023 peut être consulté au Secrétariat pendant les heures de bureau et/ou sur le site internet www.haute-sorne.ch.

Bassecourt, le 27 mai 2024.

Conseil communal.

Haute-Sorne

Séance du conseil général

lundi 17 juin 2024, à 18h30, à la halle des fêtes d'Undervelier

Ordre du jour:

1. Appel.
2. Procès-verbal de la séance du 22 avril 2024.
3. Communications.
4. Questions orales.
5. Prendre connaissance et préavisier la révision du plan d'aménagement local (PAL) de la Commune mixte de Haute-Sorne. (message N° 228 du 17 juin 2024)
6. Prendre connaissance et accepter les comptes communaux 2023 de la Commune mixte de Haute-Sorne et des comptes bourgeois des bourgeoisies de Bassecourt, Courfaivre, Glovelier et Soulce. (message N° 229 du 17 juin 2024)
7. Prendre connaissance et statuer sur la suppression du poste de juriste. (message N° 230 du 17 juin 2024)
8. Traiter la motion N° 39 du groupe PDC intitulée «Intéresser notre jeunesse à la politique et aux affaires communales».
9. Traiter le postulat N° 17 du groupe PS-Verts intitulé «Renommer la rue Clos-Girard».
10. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire présentée par M^{me} Lechenne Flore Léa.
11. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire présentée par M^{me} et M. Zappala Caterina et Massimo.

Bassecourt, le 27 mai 2024.

Conseil général.

Dernier délai pour la remise des publications: **lundi 12 heures**

Haute-Sorne / Glovelier

Réglementation locale du trafic sur route communale

Vu la décision du Conseil communal du 24 mai 2024, les articles 3 et 106 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière, l'article 2 de la loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux, les articles 3 et 4 de l'ordonnance cantonale du 17 décembre 2013 concernant les réglementations locales du trafic, le Conseil communal publie la réglementation du trafic suivante:

Rue des Montates, ban N°s 1543 et 2295:

- Interdiction de parquer avec pose du signal OSR d'une prescription OSR 5.05 et OSR 5.06 pour les deux côtés de la rue.

Rue des Pesses, ban N° 1608:

- Interdiction de parquer avec pose du signal OSR 2.50 et des plaques indiquant le début et la fin d'une prescription OSR 5.05 et OSR 5.06 pour les deux côtés de la rue.

Rue des Places, bans N°s 1803, 2261, 2263 et 2269:

- Interdiction de parquer avec pose du signal OSR 2.50 et des plaques indiquant le début et la fin d'une prescription OSR 5.05 et OSR 5.06 pour les deux côtés de la rue.

Rue du Breuil, ban N° 2269:

- Interdiction de parquer avec pose du signal OSR 2.50 et des plaques indiquant le début et la fin d'une prescription OSR 5.05 et OSR 5.06 pour les deux côtés de la rue.

La décision ne requiert pas l'approbation de l'Etat au sens de l'article 2 de la loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux.

En vertu des articles 94, 96 et 98 du Code de procédure administrative, il peut être fait opposition dans les 30 jours à la présente décision.

Bassecourt, le 28 mai 2024.

Conseil communal.

Montfaucon

Assemblée communale ordinaire

lundi 17 juin 2024, à 20h00, à la halle polyvalente du complexe scolaire

Ordre du jour:

1. Approuver le procès-verbal de la dernière assemblée communale du 20 décembre 2023.
2. Prendre connaissance et accepter les comptes de l'exercice 2023 ainsi que les dépassements budgétaires.
3. Discuter et voter un crédit de CHF 34000.– pour le remplacement de l'éclairage public de la route cantonale et donner compétence au Conseil communal pour son financement et sa consolidation.
4. Divers et imprévus.

Le procès-verbal de l'assemblée mentionné sous chiffre 1 peut être consulté au secrétariat communal ou sur le site internet www.montfaucon.ch. Les demandes de compléments ou de rectifications pourront être adressées, par écrit, au secrétariat communal au plus tard 4 jours avant l'assemblée ou être faites verbalement lors de celle-ci. L'assemblée communale se prononcera sur les corrections demandées, sinon le procès-verbal sera approuvé sans lecture.

Montfaucon, le 28 mai 2024.

Conseil communal.

Muriaux

Réglementation locale du trafic sur une route communale

Vu la décision du Conseil communal du 2 avril 2024, les articles 3 et 106 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière; les articles 104 et 107 de l'ordonnance fédérale du 5 septembre 1979 sur la signalisation routière; l'article 83, alinéa 1, de la loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes; l'article 2, alinéa 3, de la loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux; les articles 3 et 8 de l'ordonnance cantonale du 17 décembre 2013 concernant les réglementations locales du trafic, le préavis favorable du Service cantonal des infrastructures du 28 mars 2024, les restrictions suivantes sont publiées:

Chemin Derrière-la-Tranchée – Sous la Neuvevie

- Pose de deux signaux OSR 2.14 « Circulation interdite aux voitures automobiles, aux motocycles et cyclo-moteurs »
- Pose d'une plaque complémentaire « Trafic agricole et forestier autorisé – Transit interdit »

Le plan A qui indique l'emplacement exact des signaux peut être consulté au bureau communal pendant le dépôt public.

En vertu des articles 94, 96 et 98 du Code de procédure administrative, il peut être fait opposition dans les 30 jours à la présente décision.

Muriaux, le 28 mai 2024.

Conseil communal.

Muriaux

Réglementation locale du trafic sur une route communale

Vu la décision du Conseil communal du 2 avril 2024, les articles 3 et 106 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière; les articles 104 et 107 de l'ordonnance fédérale du 5 septembre 1979 sur la signalisation routière; l'article 83, alinéa 1, de la loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes; l'article 2, alinéa 3, de la loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux; les articles 3 et 8 de l'ordonnance cantonale du 17 décembre 2013 concernant les réglementations locales du trafic, le préavis favorable du Service cantonal des infrastructures du 28 mars 2024, les restrictions suivantes sont publiées:

Chemin Laurent Aubry – Direction fromagerie des Franches-Montagnes

- Pose de deux signaux OSR 2.14 « Circulation interdite aux voitures automobiles, aux motocycles et cyclo-moteurs »
- Pose d'une plaque complémentaire « Trafic agricole et forestier autorisé – Transit interdit »

Le plan B qui indique l'emplacement exact des signaux peut être consulté au bureau communal pendant le dépôt public.

En vertu des articles 94, 96 et 98 du Code de procédure administrative, il peut être fait opposition dans les 30 jours à la présente décision.

Muriaux, le 28 mai 2024.

Conseil communal.

Saint-Brais

Les assemblées communales des comptes auront lieu le **lundi 1^{er} juillet 2024, à 20h00, à la halle de gymnastique**

Assemblée de la commune 2^e section

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Prendre connaissance et accepter les comptes 2023.*
3. Divers et imprévus.

Immédiatement après l'assemblée de la commune 2^e section:

Assemblée de la commune municipale

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Prendre connaissance et accepter les comptes 2023.*
3. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement communal relatif aux redevances communales sur la consommation d'électricité.
4. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement communal relatif à l'approvisionnement en eau potable (RAEP).
5. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement communal relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE).
6. Divers et imprévus.

Immédiatement après l'assemblée de la commune municipale:

Assemblée de la commune 1^{re} section

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Prendre connaissance et accepter les comptes 2023.*
3. Divers et imprévus.

*Les comptes seront à disposition au Secrétariat communal à partir du 24 juin 2024

Les règlements et conventions mentionnés sous chiffres 3, 4, 5 et 6 de l'assemblée municipale sont déposés publiquement au Secrétariat communal, où ils peuvent être consultés 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale.

Saint-Brais, le 28 mai 2024.

Conseil communal.

**Publications
des autorités administratives ecclésiastiques****Bassecourt-Berlincourt**

Assemblée de la commune ecclésiastique catholique-romaine, lundi 24 juin 2024, à 20h00, à la salle «Arc-en-Ciel» du complexe paroissial de Bassecourt

Ordre du jour:

1. Accueil et temps de prière.
2. Procès-verbal de la dernière assemblée du 4 décembre 2023.
3. Comptes 2023.
4. Informations pastorales.
5. Divers.

Bassecourt, le 3 juin 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Bourrignon

Assemblée de la commune ecclésiastique catholique-romaine, jeudi 4 juillet 2024, à 20h00, à l'école

Ordre du jour:

1. Salutations du Président.
2. Nomination de deux scrutateurs.
3. Procès-verbal de la dernière assemblée.
4. Approbation des comptes 2023 et voter les dépassements.
5. Décider d'un don pour la rénovation du Seeblick de la Résidence du Lac de Lucelle.
6. Informations pastorales.
7. Divers.

Bourrignon, le 31 mai 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Bure

Assemblée ordinaire de la commune ecclésiastique mardi 18 juin 2024, à 20h00, à la salle paroissiale

Ordre du jour:

1. Lecture du dernier procès-verbal.
2. Présentation et approbation des comptes 2023.
3. Espace pastoral Ajoie-Clos du Doubs: approuver les modifications de la convention de répartition des frais pastoraux.
4. Divers.

Bure, le 23 mai 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Damvant

Assemblée des comptes de la commune ecclésiastique catholique-romaine, jeudi 13 juin 2024, à 20h00, dans le bâtiment de l'ancienne école

Ordre du jour:

1. Lecture du procès-verbal du 20 décembre 2023.
2. Comptes 2023.
3. Espace pastoral Ajoie-Clos du Doubs: approuver les modifications de la convention de répartition des frais pastoraux.
4. Information sur le projet de regroupement des communes ecclésiastiques de Haute-Ajoie.
5. Divers.

Damvant, le 28 mai 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Delémont

Assemblée de la commune ecclésiastique catholique-romaine, mardi 18 juin 2024, à 20h15, au Centre paroissial l'Avenir

Ordre du jour:

1. Ouverture et lecture du procès-verbal.
2. Approuver les comptes 2023 et les dépassements du budget.
3. Voter le crédit nécessaire de Fr. 120000.– pour la démolition de l'annexe de la buanderie, bâtiment «Cure»; dissoudre les réserves du compte «Provision sans affectation» du même montant.
4. Informations du Conseil de la commune ecclésiastique.
5. Informations pastorales.
6. Divers.

Les comptes peuvent être consultés au Secrétariat de la commune ecclésiastique.

Delémont, le 28 mai 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Glovelier

Assemblée de la commune ecclésiastique catholique-romaine, mercredi 19 juin 2024, à 20h 15, au Centre Saint-Maurice

Ordre du jour:

1. Accueil.
2. Procès-verbal de la dernière assemblée.
3. Nomination des scrutateurs.
4. Comptes 2023 et dépassements budgétaires.
5. Informations pastorales.
6. Informations rénovation cure.
7. Divers et imprévus.

Glovelier, le 31 mai 2024.

Secrétariat de la commune ecclésiastique.

Montignez

Assemblée de la commune ecclésiastique, mardi 18 juin 2024, à 20h 00, à la salle paroissiale

Ordre du jour:

1. Lecture du procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Comptes 2023.
3. Voter la rénovation des autels à l'église, à financer en totalité par des dons et subventions.
4. Approuver les modifications de la convention de répartition des frais pastoraux de l'Espace pastoral Ajoie-Clos du Doubs.
5. Modification de l'art 20, al. 2 du règlement de la Commune ecclésiastique de Montignez, relatif à la lecture du procès-verbal de l'assemblée.
6. Informations de l'équipe pastorale.
7. Divers et imprévus.

Montignez, le 22 mai 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Porrentruy

Assemblée ordinaire de la paroisse réformée évangélique du district de Porrentruy jeudi 20 juin 2024, à 20h 15

Ordre du jour:

1. Méditation.
2. Procès-verbal des deux dernières assemblées.
3. Comptes 2023.
 - a) Présentation des comptes.
 - b) Rapport des vérificateurs.
 - c) Ratification des dépassements budgétaires.
 - d) Approbation des comptes.
4. Vie paroissiale.
5. Divers.

Porrentruy, le 3 juin 2024.

Conseil de paroisse.

Rocourt

Assemblée de la commune ecclésiastique catholique-romaine, mardi 18 juin 2024, à 20h 00, à la salle de l'école

Ordre du jour:

1. Ouverture de l'assemblée.

2. Procès-verbal de la dernière assemblée.

3. Espace pastoral Ajoie-Clos du Doubs: approuver les modifications de la convention de répartition des frais pastoraux.

4. Divers.

Rocourt, le 31 mai 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Soyhières

Assemblée de la commune ecclésiastique catholique-romaine, mercredi 3 juillet 2024, à 20h 00, à la salle de paroisse

Ordre du jour:

1. Ouverture-Communication-Scrutateurs.
2. Lecture du dernier procès-verbal.
3. Acceptation des comptes 2023 et ratification des dépassements de budgets.
4. Informations de l'Equipe pastorale.
5. Divers et imprévus.

Soyhières, le 31 mai 2024.

Conseil de la commune ecclésiastique.

Avis de construction

Châtillon

Requérants: François et Sandrine Voisard, Les Places 3, 2843 Châtillon. Auteur du projet: Villatype SA, Le Champat 2, 2744 Belprahon.

Description de l'ouvrage: Construction d'une maison familiale avec garage pour véhicules et réduit; pose d'une pergola, installation d'une pompe à chaleur air/eau posée à l'extérieur et pose de panneaux solaires en toiture; aménagement d'un accès et d'une place en pavés filtrants.

Cadastre: Châtillon. Parcelle N° 171, sise à la rue Les Euehates, 2843 Châtillon. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone d'habitation, HA.

Dérogation requise: Article 69 al. 2 Loi sur la construction et l'entretien des routes LCER.

Dimensions: Longueur 18m85, largeur 15m40, hauteur 6m29, hauteur totale 7m62.

Genre de construction: Matériaux façades: crépi, blanc cassé; toiture: tuiles béton, gris.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Châtillon, Route de Courrendlin 3, 2843 Châtillon, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 8 juillet 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Châtillon, le 29 mai 2024.

Conseil communal.

journalofficiel@lepays.ch

Châtillon

Requérants: Sylvie et Philippe Marmy, Clos Brené 10, 2843 Châtillon. Auteur du projet: Ludmila Beeler, Rue de Mévilier 36, 2738 Court

Description de l'ouvrage: Construction d'une habitation comprenant deux appartements. Construction d'un couvert à voitures avec local de rangement, d'un couvert vers l'entrée et de deux couverts terrasses avec local de rangement. Aménagement de deux terrasses non couvertes à l'est, installation d'une pompe à chaleur air/eau posée à l'extérieur, pose de panneaux solaires en toiture et pose d'une clôture le long de la limite parcellaire. Aménagement d'une place avec places de stationnement en pavés filtrants. Déconstruction du bâtiment N° 10.2

Cadastre: Châtillon. Parcelle N° 1048, sise au lieu-dit Clos Brené, 2843 Châtillon. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone d'habitation, HAb. Plan spécial: Clos Brene.

Déroptions requises: Dérogation à l'alignement selon PS « Clos Brené » et à l'art. 2.5.1. Alignements équipements du RCC

Dimensions: Longueur 20m92, largeur 14m85, hauteur 4m19, hauteur totale 4m19; couvert terrasse avec local de rangement ouest (nord): longueur 6m50, largeur 3m00, hauteur 3m45; couvert terrasse ouest (sud): longueur 5m56, largeur 2m65, hauteur 3m10; couvert voitures avec local de rangement: longueur 7m20, largeur 3m44, hauteur 2m90; couvert entrée: longueur 4m58, largeur 2m00, hauteur 3m05.

Genre de construction: Matériaux façades: crépi blanc; toiture: toiture plate, gravier et panneaux solaires.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Châtillon, Route de Courrendlin 3, 2843 Châtillon, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 8 juillet 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Châtillon, le 3 juin 2024.

Conseil communal.

Develier

Requérant: Héritage Renovations Sàrl, Rue des Cygnes 15, 2503 Bienne. Auteur du projet: Bleyaert & Minger SA, Grand-Rue 5, 2900 Porrentruy.

Description de l'ouvrage: Déconstruction des bâtiments existants N°s 9 et 9.1 ainsi que du couvert se trouvant à l'est du bâtiment N° 5; déconstruction et reconstruction d'une partie du bâtiment N° 5, changement d'affectation et transformation du bâtiment pour l'aménagement de 4 appartements en triplex; construction d'un local vélos, installation de 4 pompes à chaleur air/eau posées à l'extérieur et pose de panneaux solaires en toiture; aménagement d'un nouvel accès et aménagement de plusieurs places de stationnement en gravier.

Cadastre: Develier. Parcelle N° 3482, sise à la rue La Louvière, 2802 Develier. Affectation de la zone: Hors zone à bâtir.

Déroptions requises: Article 24 LAT; article 241 (alignement par rapport à la voie publique).

Dimensions: Longueur 27m00, largeur 15m04, hauteur 6m90, hauteur totale 12m70.

Genre de construction: Matériaux façades: bardage bois gris brun, crépi blanc; toiture: tuiles TC brunes.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Develier, Rue de l'Eglise 8, 2802 Develier, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 8 juillet 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Develier, le 28 mai 2024.

Conseil communal.

Haute-Ajoie / Roche d'Or

Requérants: Geneviève et Gérard Guédât, Route Principale 14, 2912 Roche d'Or. Auteur du projet: Hervé Schaffter, Rue de l'Incendie 2, 2854 Bassecourt.

Description de l'ouvrage: Changement d'affectation agricole en non agricole, sans travaux des bâtiments N°s 14, 14a et 16a. Changement d'affectation du bâtiment N° 14a de laiterie en réduit, sans modification. Aménagement d'une mini-step au Nord du bâtiment N° 14.

Cadastre: Roche d'Or. Parcelles N°s 40 et 204, sises à la Route Principale 14, 14a, 16a, 2912 Roche-d'Or. Affectation de la zone: Hors zone à bâtir.

Dérogation requise: Art. 24 ss LAT.

Dimensions: Mini-station d'épuration: Mall Sanoclean PER CS6-60, diamètre: 2m45, profondeur: 2m80.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Haute-Ajoie, L'Abbaye 114, 2906 Chevenez, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 8 juillet 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Chevenez, le 3 juin 2024.

Conseil communal.

Haute-Sorne / Bassecourt

Requérant: Hoirie Voyame, p/a M. Michel Voyame, Rue du Vieux Moulin 36, 2854 Bassecourt. Auteur du projet: Milani Architecture Sàrl, route de Moutier 109, 2800 Delémont.

Description de l'ouvrage: Nouvelle configuration d'appartements du bâtiment N° 36, nouvelles ouvertures en toiture, nouveaux balcons, construction de couverts à voitures, installation de deux PAC air-eau.

Cadastre: Bassecourt. Parcelle N° 140, sise à la rue du Vieux Moulin 36, 2854 Bassecourt. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone mixte, MAa. Plan spécial: Les Jardins de la Tuilerie.

Genre de construction: Matériaux façades: bardage bois vertical teinte brun clair-gris clair, crépi isolant teinte blanc cassé; toiture: tuiles existantes teinte rouge.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Haute-Sorne, Rue de la Fenatte 14, 2854 Bassecourt, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 8 juillet 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Bassecourt, le 3 juin 2024.

Conseil communal.

Delémont

Requérants: Steve Berberat et Liliane Corvasce, Rue du Crêt 11, 2800 Delémont. Auteur du projet: Les Fils de Marc Joliat SA, rue de l'Avenir 17, 2852 Courtételle.

Description de l'ouvrage: Rénovation, transformation et assainissement du bâtiment: nouvelle isolation périphérique, rehaussement et isolation de la toiture, agrandissement et création de fenêtres au nord et sud, remplacement du chauffage à mazout existant par une pompe à chaleur air/eau, pose de panneaux photovoltaïques sur les pans de toiture, aménagement de 3 places de parc supplémentaires au nord du bâtiment et création d'un balcon-terrasse au sud du bâtiment.

Cadastre: Delémont. Parcelle N° 2588, sise à la rue du Crêt 11, 2800 Delémont. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone d'habitation, HAB.

Dimensions: Longueur 11m40, largeur 8m55, hauteur 7m40, hauteur totale 8m53.

Genre de construction: Matériaux façades: crépissage, teinte blanc cassé; toiture: tuiles TC, anthracite.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 8 juillet 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Delémont, le 3 juin 2024.

Service de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics.

Porrentruy

Requérant: Vincent Lachat, Route de Courtedoux 95, 2900 Porrentruy. Auteur du projet: Wibois Sàrl, La Fonderie 4e, 2950 Courgenay.

Description de l'ouvrage: Assainissement énergétique du bâtiment existant par une isolation intérieure (murs et toiture), réaménagement intérieur, modification de fenêtre sur façade sud, pose de trois ouvertures en toiture de type «Velux» (78 x 98 cm), pose d'une PAC air-eau et changement d'affectation en logement non agricole

Cadastre: Porrentruy. Parcelle N° 3563, sise au lieu-dit En Beugne, 2900 Porrentruy. Affectation de la zone: Hors zone à bâtir.

Dérogation requise: Art. 24 LAT - Hors zone à bâtir.

Dépôt public de la demande avec plans au service UEI, Rue Achille-Merguin 2, 2900 Porrentruy, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 8 juillet 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Porrentruy, le 3 juin 2024.

Service UEI.

Saignelégier

Requérante: Société coopérative immobilière de Saignelégier, Rue de la Pinsonnière 13, 2350 Saignelégier. Auteur du projet: Immo360degrés JL Sàrl, Les Champs devant la Ville 141, 2922 Courchavon.

Description de l'ouvrage: Pose d'une isolation périphérique en façade nord et est avec crépi extérieur couleur RAL 9010; pose d'une isolation périphérique ventilée en façade ouest avec plaques éternit couleur RAL 9003; remplacement de stores couleur RAL 7016 en façades nord, ouest et est et remplacement de fenêtres en façade nord par fenêtres PVC blanc.

Cadastre: Saignelégier. Parcelle N° 945, sise au Chemin de la Pinsonnière, 2350 Saignelégier. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone d'habitation, HC.

Dimensions: Longueur 29m72, largeur 12m81.

Genre de construction: Matériaux façades: crépi RAL 9010, plaques éternit RAL 9003.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Saignelégier, Rue de la Gare 18, 2350 Saignelégier, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 8 juillet 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Saignelégier, le 29 mai 2024.

Conseil communal.

Saignelégier

Requérant et auteur du projet: Menuiserie Claude Julien, Chemin de Jolimont 5, 2350 Saignelégier.

Description de l'ouvrage: Déconstruction d'une partie du bâtiment N° 5; construction d'un nouvel atelier de menuiserie; installation d'un chauffage à bois avec canal de fumée extérieur, pose de panneaux solaires en toiture et construction d'un mur de soutènement.

Cadastre: Saignelégier. Parcelle N° 291, sise au Chemin Jolimont, 2350 Saignelégier. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone mixte MA.

Dimensions: Longueur 14m00, largeur 13m80, hauteur 7m00, hauteur totale 10m40.

Genre de construction: Matériaux façades: lames bois brunes; toiture: tuiles brunes + panneaux solaires.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Saignelégier, Rue de la Gare 18, 2350 Sai-

gnelégier, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusive-ment fixée au 8 juillet 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Saignelégier, le 21 mai 2024.

Conseil communal.

Saignelégier

Requérante: Société coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg, Route des Perveuls 2, 2074 Marin-Epagnier. Auteur du projet: AMARA Architecture Sàrl, Adolphe-Ribaud 7, 2022 Bevaix.

Description de l'ouvrage: Transformation et rénovation d'une partie de la surface commerciale existante. Remplacement du condenseur existant se trouvant en toiture, aménagement d'un local « froid commercial » au rez-de-chaussée inférieur ainsi que de deux chambres froides et d'une chambre de congélation au rez-de-chaussée supérieur.

Cadastre: Saignelégier. Parcelle N° 283, sise à la rue de la Gruère, 2350 Saignelégier. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone d'activités, AAb.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Saignelégier, Rue de la Gare 18, 2350 Saignelégier, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusive-ment fixée au 8 juillet 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Saignelégier, le 3 juin 2024

Conseil communal.

Saignelégier / Goumois

Requérant et auteur du projet: Marcel Binggeli, Sur Chenal 40, 2908 Grandfontaine.

Description de l'ouvrage: Changement d'affectation et transformation d'une partie des deux étages supérieurs de l'hébergements collectifs du Canoë-Club du Jura, bâtiment 5D existant, pour l'aménagement d'un appartement pour résidence principale.

Cadastre: Goumois. Parcelle N° 278, sise au lieu-dit Canton derrière, Le Theusseret 5d, 2354 Goumois. Affectation de la zone: Hors zone à bâtir.

Déroptions requises: Article 24 LAT; dérogation LFOR (distance par rapport à la forêt et construction en forêt); article 200 ss RCC (périmètre réservé aux eaux/périmètre PRE).

Dimensions: Inchangées.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Saignelégier, Rue de la Gare 18, 2350 Saignelégier, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront

envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusive-ment fixée au 8 juillet 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Saignelégier, le 28 mai 2024.

Conseil communal.

Mises au concours

JURA CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



A la suite de la réorganisation du service, l'Office de la culture met au concours un poste de

Responsable d'études archéologiques à 60 %

Le poste sera vraisemblablement pourvu à l'interne.

Mission: A la suite d'une réorganisation interne, l'Office de la culture est à la recherche d'une ou d'un responsable d'études archéologiques. Le défi vous intéresse?

Vous avez pour mission de coordonner l'étude des sites archéologiques récemment fouillés et d'œuvrer à la publication de ces dernières. Vous élaborez une stratégie d'étude des sites anciennement fouillés. En ce sens, vous coordonnez les activités d'étude des collaboratrices et des collaborateurs de la Section d'archéologie et paléontologie ainsi que des mandataires externes. Vous proposez des projets de recherche et encadrez les étudiantes et étudiants travaillant sur le patrimoine archéologique jurassien. Vous collaborez avec JURASSICA pour développer la recherche scientifique en archéologie. Vous supervisez la gestion des collections et assurez le suivi des objets archéologiques confiés au laboratoire de restauration-préparation de JURASSICA. Vous participez à la mise en œuvre et à la gestion d'un système d'archivage informatisé. Vous participez aux projets de médiation en archéologie avec des partenaires externes. Vous assistez à la gestion globale de l'archéologie cantonale en participant à l'élaboration du budget et de la gestion du personnel.

Profil: Master en archéologie, ou une formation au moins équivalente. Vous avez idéalement une expérience professionnelle de quelques années dans le domaine de l'archéologie et vous avez déjà supervisé des équipes. Vous maîtrisez les outils de bureautique usuels et connaissez le fonctionnement d'une base de données. La connaissance d'IMDAS est un plus. Vous êtes en outre doté-e d'un bon sens de la communication, d'entregent et de capacité de négociation. Vous êtes à l'aise dans la communication écrite et orale. Vous faites preuve de rigueur et résistance au stress. De bonnes connaissances en allemand sont attendues.

Fonction de référence et classe de traitement: Collaborateur-trice scientifique I / Classe 16.

Entrée en fonction: 1^{er} octobre 2024 ou à convenir.

Lieux de travail: Porrentruy, avec déplacements fréquents (permis de conduire souhaité).

Renseignements: Peuvent être obtenus auprès de M^{me} Céline Robert-Charrue Linder, archéologue cantonale a.i., tél. 032 420 84 43.

Intéressé-e ? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site Internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032 420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidat-e-s mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 14 juin 2024** et comporter la mention « Postulation Responsable d'études archéologiques ». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois

JURA CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



La Police cantonale met au concours un poste de

Référent-e RH (ressources humaines) à 50%

Le poste sera vraisemblablement pourvu à l'interne.

Mission : Participer à la mise en œuvre et au suivi de la politique du personnel et à son organisation au sein de la Police cantonale. Participer à la gestion et au suivi des dossiers RH, en collaboration avec le service cantonal des ressources humaines. Elaborer et mettre en œuvre les processus RH. Elaborer et gérer les tableaux de bord et de suivi du personnel. Coordonner et gérer les procédures de recrutement ou de mutations internes, ainsi que les engagements en découlant. Participer au recrutement des aspirant-e-s POC et des collaborateur-trice-s. Participer à la gestion et au suivi des départs internes (horaires, certificats de travail, coordination, etc.). Gérer les aspects RH et administratifs relatifs aux systèmes de timbrage. Participer aux actions de marketing RH. Suivre les situations d'absences de longue durée. Représenter la Police cantonale dans l'organe de coordination pour la sécurité et la protection de la santé au travail (MSST, OC) ou d'autres groupes de travail. Il est également demandé de veiller au respect des institutions démocratiques, en particulier en assurant l'exécution et l'observation des lois. Prévenir et réprimer les atteintes à la sécurité et à l'ordre publics. Prendre les mesures d'urgence qui s'imposent et prêter assistance en cas de dangers graves, d'accidents ou de catastrophes. Assurer la protection des personnes et des biens. Mener des actions de prévention, d'information, d'éducation et de répression. Empêcher, dans la mesure du possible, la commission de tout acte punissable. Effectuer des services de permanence et des interventions sur le terrain.

Profil : Etre titulaire du brevet fédéral de policier-ère ou d'un titre jugé équivalent, des cours de conduite I et II (CC I et CC II), et des formations police spécifiques liées au poste, ou s'engager à les suivre. Maîtriser l'environnement informatique de la police et les outils spécifiques. Posséder un sens de l'organisation et faire preuve de souplesse dans son organisation. Accorder de l'importance au service public. Avoir un esprit créatif, d'analyse

et de synthèse. Faire preuve d'initiative et de dynamisme. Aptitude à la communication orale et sens du travail en équipe. Compétences en gestion opérationnelle et organisationnelle. Posséder le permis de conduire.

Fonction de référence et classe de traitement :

Sous-officier-ère supérieur-e de gendarmerie / Classe 17.

Entrée en fonction : 1^{er} octobre 2024.

Lieux de travail : Ensemble du territoire cantonal.

Renseignements : Peuvent être obtenus auprès de l'adjointe du Commandant, la commissaire divisionnaire Marie-Jane Intenza, tél. 032 420 65 65.

Intéressé-e ? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site Internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032 420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidat-e-s mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 21 juin 2024** et comporter la mention « Postulation Référent-e RH POC ». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois

JURA CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



En prévision du départ à la retraite du titulaire, le Service de l'économie et de l'emploi met au concours le poste de

Inspecteur-trice du marché du travail à 80-100%

Mission : Intégré-e à une petite équipe, vous exécutez les contrôles sur les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes et à la loi sur le travail au noir. Dans ce cadre, vous effectuez des visites ciblées sur les lieux de travail afin de vérifier le respect des conditions-cadres et de collecter les données nécessaires. Par ailleurs, vous traitez les demandes d'autorisation de travail pour la main-d'œuvre étrangère et rendez les décisions requises dans ce domaine. Vous établissez le monitoring de ces activités par des rapports et des statistiques.

Profil : Au bénéfice d'un titre HE ou universitaire niveau bachelor dans un domaine lié au poste, ou d'une formation et expérience jugées équivalentes, vous justifiez d'au moins 2 à 4 ans d'expérience dans une fonction similaire ou à responsabilités dans l'industrie ou l'artisanat. Vous faites preuve d'autorité naturelle et avez le sens de la négociation et de l'organisation. Par ailleurs, vous maîtrisez les outils MS Office, et disposez idéalement de bonnes connaissances d'anglais et d'allemand. Vous possédez un permis de conduire valide de catégorie B.

Fonction de référence et classe de traitement :

Contrôleur-se officiel-le II / Classe 15.

Entrée en fonction : 1^{er} novembre 2024 ou à convenir.

Lieux de travail : Delémont.

Renseignements: Peuvent être obtenus auprès de M. Yves Bron, chef du secteur Surveillance et régulation, yves.bron@jura.ch ou tél. 032 420 52 32.

Intéressé-e? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site Internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032 420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidat-e-s mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 5 juillet 2024** et comporter la mention « Postulation Inspecteur-trice du marché du travail ». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois

JURA CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



A la suite du transfert du titulaire à une autre fonction, le Service des infrastructures met au concours un poste de

Responsable des projets génie civil à 80-100 %

Ce poste sera vraisemblablement pourvu à l'interne.

Mission: Dans le cadre de votre fonction, vous assurez la gestion du domaine des projets routiers de génie civil. En collaboration avec votre équipe, vous élaborez des projets et travaux en lien avec les routes cantonales (hormis les ouvrages d'art), tout en respectant le cadre financier alloué. Vous suivez l'évolution des projets communaux ou de tiers et intégrez, cas échéant, ces derniers dans la planification des travaux cantonaux. Vous réalisez des projets en lien avec les dangers naturels, tiers bénéficiaires pour les forêts protectrices des routes cantonales et PGEE. Vous assurez le concept de signalisation et du cadastre du bruit tout en suivant le déroulement des projets. Vous tenez à jour l'inventaire des passages pour piétons, assurez la gestion des banques de données routières et garantes le suivi des demandes de subventions.

Profil: Vous êtes au bénéfice d'un titre HE ou universitaire niveau Master dans un domaine lié au poste, ou d'une formation et expérience jugées équivalentes, et d'une formation complémentaire de niveau DAS dans un domaine utile à l'activité. Vous justifiez d'une expérience professionnelle de 2 à 4 ans minimum dans un poste similaire. Vous disposez de bonnes connaissances des outils informatiques usuels et avez une bonne maîtrise de l'allemand. Vous avez un excellent sens de l'organisation ainsi qu'une bonne gestion des priorités, et êtes capable de faire face aux interruptions fréquentes de travail. Vous avez des aptitudes avérées en communication et un sens aigu de la négociation. A l'aise dans la gestion du personnel, vous savez faire preuve d'empathie et avez un sens du travail en équipe et de l'atteinte des résultats.

Fonction de référence et classe de traitement:
Collaborateur-trice scientifique IIIa / Classe 19.

Entrée en fonction: A convenir.

Lieux de travail: Delémont.

Renseignements: Peuvent être obtenus auprès de M. Jacques Riat, chef de la section des constructions routières, tél. 032 420 60 00.

Intéressé-e? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site Internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032 420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidat-e-s mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 14 juin 2024** et comporter la mention « Postulation Responsable des projets génie civil SIN ». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois

JURA CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



La Police cantonale met au concours un poste de

Référent-e prévention et communication à 50 %

Le poste sera vraisemblablement pourvu à l'interne.

Mission: Organiser et déployer des actions de prévention et de communication au profit de la Police cantonale, par l'utilisation de différents médias adaptés (presse, événements, réseaux sociaux, campagnes, etc.). Assurer des missions de prévention et de communication. Apporter soutien et conseil en matière de prévention et de communication au sein de la Police cantonale et auprès des partenaires. Etablir et gérer un calendrier des événements annuels. Etudier, élaborer et proposer des thèmes et des actions de prévention/communication. Collecter, évaluer et prioriser les demandes de prévention/communication. Préparer, gérer et participer aux actions de prévention/communication décidées. Conseiller et soutenir les intervenant-e-s sur les aspects prévention/communication lors d'interventions ou d'opérations policières. Gérer les réseaux sociaux de POC. Etudier et proposer des thèmes et des actions de marketing concernant l'image de la police (degré de sympathie). Il est également demandé de veiller au respect des institutions démocratiques, en particulier en assurant l'exécution et l'observation des lois. Prévenir et réprimer les atteintes à la sécurité et à l'ordre publics. Prendre les mesures d'urgence qui s'imposent et prêter assistance en cas de dangers graves, d'accidents ou de catastrophes. Assurer la protection des personnes et des biens. Mener des actions de prévention, d'information, d'éducation et de répression. Empêcher, dans la mesure du possible, la commission de tout acte punissable. Effectuer des services de permanence et des interventions sur le terrain.

Profil: Etre titulaire du brevet fédéral de policier-ère ou d'un titre jugé équivalent, des cours de conduite I et II (CC I et CC II), et des formations spécifiques en lien avec

le poste, ou s'engager à les suivre. Maîtriser l'environnement informatique de la police et les outils spécifiques. Posséder un sens aigu de l'organisation et faire preuve de souplesse dans son organisation. Accorder de l'importance au service public. Avoir un esprit créatif, d'analyse et de synthèse. Faire preuve d'initiative et de dynamisme. Aptitude à la communication orale et sens du travail en équipe. Compétences en gestion opérationnelle et organisationnelle. Posséder le permis de conduire.

Fonction de référence et classe de traitement:

Sous-officier-ère supérieur-e de gendarmerie / Classe 17.

Entrée en fonction: 1^{er} octobre 2024.

Lieu de travail: Ensemble du territoire cantonal.

Renseignements: Peuvent être obtenus auprès de l'adjointe du Commandant, la commissaire divisionnaire Marie-Jane Intenza, tél. 032 420 65 65.

Intéressé-e? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site Internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032 420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidat-e-s mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 21 juin 2024** et comporter la mention «Postulation Référent-e prévention-communication POC». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois

JURA CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le Centre Médico-Psychologique pour enfants et adolescents CMPEA du canton du Jura offre des prestations ambulatoires et un encadrement psychopédagogique assuré par une équipe interdisciplinaire. Pour compléter son effectif actuel, la direction du CMPEA recherche un-e

Psychologue – Psychothérapeute FSP

(Taux d'activité: 50 à 80% modulable / 2 postes ouverts)

Vous développez une collaboration constructive au sein d'une structure pluridisciplinaire. L'institution offre l'exercice d'un travail clinique varié incluant de l'activité

Psychothérapeutique ambulatoire, couplée à une activité d'animation et de réflexion des divers espaces de formation au sein même de l'institution. La supervision de psychologues assistants en formation est une variante qui vous est proposée en parallèle.

Qualifications: Vous êtes diplômé-e en psychologie psychothérapie (titre FSP ou SBAP) et votre expérience souligne la conduite d'activités au sein de structures dédiées à la psychiatrie et la psychothérapie d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes (expérience dans la réalisation et l'interprétation de bilans psychologiques cognitifs et affectifs, et intérêts pour la thérapie familiale, sont un atout).

jurnalofficiel@lepays.ch

Adressez-nous votre dossier de candidature maintenant!

Par voie électronique à: cmp.postulations@jura.ch

ou par courrier: **Centre médico-psychologique, Fbg des capucins 20, 2800 Delémont, Jura**

Nous nous réjouissons de faire votre connaissance.

JURA CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le Centre Médico-Psychologique pour enfants et adolescents CMPEA du canton du Jura est composé de deux filières distinctes: un service de consultations ambulatoires destinées aux enfants et adolescents âgés de 0 à 18 ans; ainsi qu'un Hôpital de Jour (UPP) qui offre un encadrement psychopédagogique assuré par une équipe pluridisciplinaire composée de médecins pédo-psychiatres, de psychologues, d'art-thérapeutes, d'éducateurs-trices, d'infirmiers-ères et d'enseignant-e-s spécialisé-e-s. Pour compléter son équipe, la direction du CMPEA recherche un-e

Infirmier-ère diplômé-e en psychiatrie

pour le secteur enfants et jeunes adolescents

à un taux de 70% pour une entrée en fonction le 1^{er} août 2024 ou à convenir.

Mission: Vous accompagnez les jeunes patient-e-s dans des situations de crise de vie en favorisant des mesures appropriées d'écoute active et relation d'aide, en administrant des traitements médicamenteux. Vous soutenez et suppléez dans les activités de la vie au quotidien. Vous participez à l'élaboration de projets de soins en participant à l'observation des symptômes et en tenant le dossier à jour. Vous contribuez à une approche interdisciplinaire des soins et au travail en équipe.

Qualifications: Vous êtes titulaire d'un diplôme d'infirmier-ère HES (ou titre jugé équivalent ainsi que de la Reconnaissance de la Croix-Rouge pour le personnel diplômé à l'étranger). Vous avez d'excellentes capacités relationnelles, vous savez vous adapter rapidement à des situations diverses et avez une bonne gestion du stress. Vous faites preuve de dynamisme, avez un bon esprit d'analyse, et aimez le travail précis et en équipe. Vous maîtrisez les outils informatiques usuels (MS Office).

Devenir une collaboratrice ou un collaborateur du CMP, c'est l'assurance de bénéficier: de prestations sociales de premier ordre; d'une progression salariale régulière et adaptée aux responsabilités; d'un 13^e salaire et de 25 jours de vacances par année.

Adressez-nous votre dossier de candidature maintenant!

Par voie électronique à: cmp.postulations@jura.ch

ou par courrier: **Centre médico-psychologique, Fbg des capucins 20, 2800 Delémont, Jura**

Nous nous réjouissons de faire votre connaissance.

Service de renseignements juridiques

Les personnes qui désirent consulter le Service de renseignements juridiques peuvent s'inscrire auprès de la **Recette et Administration de district**, contre paiement d'un émolument de 20 francs.

Les consultations ont lieu, en principe, **tous les lundis de 16 à 19 heures**, à l'étude de l'avocat de service désigné et durent environ 20 minutes.

JURA CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA
OFFICE DES SPORTS



centre sportif
porrentruy

La Commission de gestion du centre sportif de Porrentruy met au concours un poste de :

Concierger / garde-bain au Centre sportif de Porrentruy (100%)

Mission : Effectuer de manière autonome des travaux de nettoyage intérieurs et extérieurs des bâtiments et des installations sportives du Centre sportif de Porrentruy. Effectuer de manière autonome des travaux de surveillance à la piscine couverte des Tilleuls à Porrentruy.

Profil : CFC d'agent-e d'exploitation ou domaine lié au bâtiment ou formation et expérience jugées équivalentes. Brevet de sauvetage Pool Plus, le brevet de sauvetage Pool Pro serait un avantage supplémentaire. Permis de conduire de catégorie B au minimum. Des compétences et de l'expérience en tant que garde-bain seraient un avantage supplémentaire. Disposé-e à travailler selon des horaires irréguliers (soirées, weekends et jours fériés). Sens aigu de la disponibilité, de la servabilité, de la communication et de l'esprit d'équipe.

Fonction de référence et classe de traitement :

Agent-e d'exploitation bâtiments II / Classe 5.

Entrée en fonction : 1^{er} septembre 2024 ou à convenir.

Lieu de travail : Porrentruy.

Renseignements : Peuvent être obtenus auprès de Romain Maître, responsable du Centre sportif de Porrentruy, Case postale 1471, 2900 Porrentruy, tél. 032 420 36 64, courriel : romain.maître@jura.ch.

Intéressé-e ? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site Internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032 420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidat-e-s mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 21 juin 2024** et comporter la mention « Postulation Concierge/garde-bain au Centre sportif de Porrentruy ». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois



Suite aux départs des personnes titulaires, les Services sociaux régionaux de la République et Canton du Jura mettent au concours le poste de

Travailleur-euse social-e Secteur Protection de l'enfant

Taux d'activité : 60 % – 100 %

Mission : Vous assumez les mandats de l'APEA et des Tribunaux et offrez, sur demande, conseil et accompagnement aux enfants et à leur famille. Vous collaborez avec le réseau jurassien actif dans le domaine de la jeunesse.

Profil : Vous êtes au bénéfice d'un diplôme HES en travail social (orientation service social ou éducation sociale), ou d'une formation et expérience jugées équivalentes. Pour les diplômes étrangers d'une reconnaissance de diplômes SEFRI. La préférence sera donnée à une personne bénéficiant d'une formation post-grade avec de l'expérience dans le domaine. Doté-e d'un sens de l'organisation et des priorités, vous êtes apte à travailler dans des conditions pouvant être difficiles et possédez un sens aigu de la négociation. Vous faites preuve de très bonnes capacités de communication orale et écrite. La possession d'une voiture et du permis de conduire sont des atouts.

Traitement : Assistant-e social-e, classe 14.

Entrée en fonction :

1^{er} septembre 2024 ou date à convenir.

Lieux de travail : Delémont, Porrentruy, Le Noirmont.

Renseignements : Peuvent être obtenus auprès de M. Sébastien Baettig, responsable du secteur Protection de l'enfant au tél. 032 420 72 72, ou par courriel à sebastien.baettig@ssrju.ch.

Les candidatures, correspondant au profil souhaité, seront accompagnées des documents usuels et doivent être adressées par mail à postulations@ssrju.ch ou par courrier postal aux Services sociaux régionaux de la République et Canton du Jura, Direction, Rue de la Jeunesse 1, 2800 Delémont, avec mention « Postulation Travailleur-euse social-e Protection de l'enfant », **jusqu'au 19 juin 2024**.

Nous ne donnerons pas suite aux postulations ne correspondant pas au profil recherché.

En cas d'invitation à un entretien, il vous sera demandé de fournir les extraits de l'Office des poursuites, du casier judiciaire et de la validation de l'exercice des droits civils.

Centre Jurassien de pédagogie et d'éducation spécialisées

FONDATION **pérène**

NOUS
RECRUTONS

- Educateurs-trices spécialisés-es
- Thérapeute en psychomotricité
- Enseignant-e spécialisé-e

Envie de vivre une riche expérience en accompagnant et soutenant des enfants à besoin éducatif particulier ?

► Rejoins nos équipes
perene.ch/emploi

Marchés publics

Appel d'offres

1. Pouvoir adjudicateur

1.1 Nom officiel et adresse du pouvoir adjudicateur
Service demandeur/Entité adjudicatrice: Syndicat d'améliorations foncières de la Baroche

Service organisateur/Entité organisatrice:
 Bureau Rolf Eschmann SA, à l'attention de Bernard Studer, Rue des Montates 20, 2855 Glovelier, Suisse. Téléphone 032 435 56 79. E-mail: info@eschmann-geometre.ch

1.2 Les offres sont à envoyer à l'adresse suivante
 Service de l'économie rurale, à l'attention de Claude Ciochi, Courtemelon, CP 131, 2852 Courtételle, Suisse. Tél. 032 420 74 10. E-mail: claudio.ciochi@jura.ch

1.3 Délai souhaité pour poser des questions par écrit
 20.6.2024
Remarques: L'adjudicateur n'accepte aucune question par téléphone.

1.4 Délai de clôture pour le dépôt des offres
Date: 18.7.2024
Délais spécifiques et exigences formelles: Seules les offres arrivées à l'adresse du chapitre 1.2 ci-dessus, dans le délai fixé, signées, datées et complètes seront prises en considération. Les offres arrivées après le délai fixé seront exclues de l'adjudication.

1.5 Date de l'ouverture des offres:
 24.7.2024. **Lieu:** Courtemelon
Remarques: Il est possible que la date d'ouverture soit décalée. L'ouverture des offres n'est pas ouverte au public.

1.6 Genre de pouvoir adjudicateur
 Autres collectivités assumant des tâches communales

1.7 Mode de procédure choisi
 Procédure ouverte

1.8 Genre de marché
 Marché de services

1.9 Marchés soumis aux accords internationaux
 Non

2. Objet du marché

2.2 Titre du projet du marché
 Etude pédologique du RP la Baroche

2.4 Marché divisé en lots? Non

2.5 Vocabulaire commun des marchés publics
CPV: 71351500 - Services d'étude du sol

2.6 Objet et étendue du marché
 Réalisation de l'étude pédologique à l'intérieur du périmètre du remaniement parcellaire de la Baroche sur une surface d'environ 1293 ha.

Prestations attendues:

1. Direction de projet
2. Etude préliminaire
3. Fosses pédologiques
4. Cartographie de détail
5. Carte des unités pédologiques
6. Carte des sols
7. Evaluation des risques d'érosion
8. Rapport technique
9. Procédure

2.7 Lieu de la fourniture du service

Commune de la Baroche
 Petites extensions sur les communes d'Alle, de Cornol et de Vendlincourt

2.8 Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Début: 1.10.2024. **Fin:** 31.12.2028

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction:
 Non

2.9 Options

Non

2.10 Critères d'adjudication

Conformément aux critères cités dans les documents

2.11 Des variantes sont-elles admises?

Non

2.12 Des offres partielles sont-elles admises?

Non

2.13 Délai d'exécution

Début: 1.10.2024. **Fin:** 31.12.2028

3. Conditions

3.1 Conditions générales de participation

Selon l'art. 34, alinéa 1 de l'Ordonnance, ne seront retenues que les offres émanant de soumissionnaires qui respectent les usages locaux et paient les charges sociales conventionnelles. Si l'appel d'offres est soumis à l'OMC, tous les soumissionnaires établis en Suisse ou dans un Etat signataire de l'accord OMC sur les marchés publics qui offre la réciprocité aux entreprises suisses peuvent participer. Dans le cas contraire, seuls les soumissionnaires établis en Suisse peuvent participer.

3.3 Conditions de paiement

selon Règlement de la procédure

3.4 Coûts à inclure dans le prix offert

selon Règlement de la procédure

3.5 Communauté de soumissionnaires

Admise selon Règlement de la procédure

3.6 Sous-traitance

Admise selon Règlement de la procédure

3.7 Critères d'aptitude

Conformément aux critères cités dans les documents

3.8 Justificatifs requis

Conformément aux justificatifs requis dans les documents

3.9 Conditions à l'obtention du dossier d'appel d'offres

Prix: aucun

Conditions de paiement: Aucun émolument de participation n'est requis

3.10 Langues

Langues acceptées pour les offres: Français

Langue de la procédure: Français

3.11 Validité de l'offre

12 mois à partir de la date limite d'envoi

3.12 Obtention du dossier d'appel d'offres

sous www.simap.ch

Dossier disponible à partir du:

6.6.2024 jusqu'au 18.7.2024

Langues du dossier d'appel d'offres: Français

3.13 Conduite d'un dialogue

Non

4. Autres informations**4.1 Conditions pour les soumissionnaires provenant d'Etats non-membres de l'Accord sur les marchés publics de l'OMC**

L'ouverture des offres n'est pas publique. Le procès-verbal d'ouverture des offres sera affiché au Service de l'économie rurale pendant 15 jours, après la date de l'ouverture des offres. Les soumissionnaires peuvent recevoir une copie du procès-verbal d'ouverture par courriel sur demande à l'organisateur. Le Service de l'économie rurale ne donnera aucun renseignement par téléphone, par fax ou courriel.

4.8 Indication des voies de recours

Selon l'art. 21 de la Loi cantonale concernant les marchés publics, le présent appel d'offres peut faire l'objet d'un recours à la Chambre administrative du Tribunal cantonal dans les 10 jours à compter du lendemain de la publication.
